



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 31 (2025)

Faits saillants

- ❖ Malaisie : Les US fixent des droits de douane à 19 % contre 25 % initialement annoncés
- ❖ Thaïlande : Les US fixent des droits de douane à 19 % contre 36 % initialement annoncés
- ❖ Indonésie : S&P maintient sa note souveraine à BBB

LE CHIFFRE À RETENIR

+38 %

d'échanges
commerciaux entre le
Vietnam et l'UE entre
2020 et 2024

Région

Washington ajuste ses tarifs et Trump confirme sa venue au 47^e sommet de l'ASEAN

Les États-Unis ont dévoilé le 1^{er} août une nouvelle grille de droits de douane « réciproques », avec un taux de base de 10% applicable à Singapour, des droits de 19% pour la Malaisie, la Thaïlande, le Cambodge, les Philippines et l'Indonésie, un taux de 20% pour le Vietnam et de 25% pour Brunei. Le Laos et le Myanmar font partie des plus touchés, avec des taux portés à 40%. Ces mesures interviennent à l'approche du 47^e sommet de l'ASEAN (26–28 octobre, Kuala Lumpur), auquel Donald Trump a confirmé sa participation.

FMI : légère révision à la hausse des prévisions de croissance des ASEAN-5 en 2025, stabilité attendue en 2026

Le FMI prévoit une croissance de +4,1% en 2025 pour les cinq principales économies de l'ASEAN (ASEAN-5 : Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande), soit une légère révision à la hausse de +0,1 pt par rapport aux projections d'avril. Cette dynamique

devrait se maintenir en 2026, également revue à +4,1% (+0,2 pt). Ces ajustements reflètent un contexte de résilience économique mondiale, porté par un front-loading des exportations au premier semestre 2025, à la faveur d'une baisse des taux douaniers appliqués effectifs, notamment aux États-Unis (17,3% en moyenne contre 24,4% prévu en avril). En Asie, la révision la plus notable concerne la Chine (+0,8 pt à +4,8%) en raison d'exportations plus dynamiques qu'attendu.

Indonésie

S&P maintient la note souveraine de l'Indonésie à BBB avec perspective stable

L'agence de notation S&P Global Ratings a confirmé la note souveraine de l'Indonésie à long terme à « BBB » et à court terme à « A-2 », avec une perspective stable, le 30 juillet 2025. Cette évaluation prend en compte la capacité attendue du pays à maintenir un déficit budgétaire sous la barre des 3 % du PIB à moyen terme, malgré un contexte mondial complexe et l'extension des programmes sociaux, qui est signalé comme un point d'attention particulier par l'agence. Elle repose notamment sur la stratégie de développement industriel axée sur les matières premières et la poursuite du processus de transformation en aval (downstreaming). Pour rappel, une note BBB de S&P signifie qu'un État souverain dispose encore d'une capacité suffisante pour honorer ses engagements financiers, bien qu'il soit plus vulnérable aux conditions économiques défavorables. Ainsi, cette note pourrait être révisée à la baisse en cas de hausse persistante du ratio dette publique/PIB au-delà de 3 %, d'un ratio paiements d'intérêts/revenus supérieur à 15 % de façon durable, ou encore d'un affaiblissement structurel et prolongé des recettes d'exportation.

Recul de la bourse de Jakarta

L'indice composite de la Bourse de Jakarta (JCI) a clôturé en baisse de 0,87 % à 7 484,34 points ce jeudi 31 juillet 2025, affecté par le repli des valeurs bancaires majeures comme BBRI (-1,85 %), BBKA (1,19 %), BMRI (-2,38 %) et BBNI (-2,67 %), ainsi que des entreprises minières PT Aneka Tambang (Antam) (4,68 %) et Bumi Resource Minerals (-5,29 %). La baisse s'inscrit dans un contexte d'inquiétudes liées à la politique monétaire américaine, la Fed ayant maintenu ses taux entre 4,25 % et 4,5 % tout en écartant une baisse prochaine. À cela s'ajoutent les tensions commerciales croissantes, notamment l'annonce par Donald Trump d'une taxe de 25 % sur les importations indiennes dès le 1er août, ainsi que la vigilance des investisseurs face aux publications d'indicateurs économiques chinois et japonais attendues cette semaine.

Malaisie

Droits de douanes américains fixés à 19% pour la Malaisie

Alors que la Malaisie était sous la menace de droits de douanes « réciproques » à hauteur de 25 %, c'est finalement un taux de 19 % qui sera appliqué à compter du 7 août sur les produits exportés vers les États-Unis (sauf exemptions sectorielles temporaires concernant notamment les médicaments, certains minerais critiques ou les semi-conducteurs). Ce taux sera maintenu jusqu'à la conclusion d'un accord commercial bilatéral actuellement en cours de négociation. Selon la presse, un compromis aurait été trouvé sur la reconnaissance mutuelle de certaines certifications Halal, notamment dans le secteur pharmaceutique, et sur un futur accord d'approvisionnement en terres rares. En parallèle, le Premier ministre malaisien a déclaré devant le Parlement qu'aucun engagement n'avait été pris sur des sujets considérés comme fondamentaux, tels que les politiques en faveur des Bumiputeras (catégorie incluant les Malais, les Orang Asli et d'autres groupes autochtones, soit 70,4 % de la population).

Présentation du 13^e Plan malaisien (2026–2030)

Le Premier ministre Anwar Ibrahim a présenté au Parlement le 31 juillet le projet de 13^e Plan quinquennal malaisien (13MP). Celui-ci affiche l'objectif d'une croissance annuelle du PIB comprise entre 4,5 % et 5,5 % sur la période 2026–2030, principalement portée par la demande intérieure, en particulier la consommation privée et l'investissement. Il vise à faire de la Malaisie un pays à revenu élevé qui se classera parmi les 30 premières économies mondiales d'ici 2030.

Adossé à un budget d'investissements prévisionnel de 133,6 Md USD (+52,7 % par rapport au 12^e Plan), le 13MP cible en priorité les domaines économique (49,6 Md USD), social (29,1 Md USD), éducatif (14,7 Md USD), de la sécurité nationale (11,2 Md USD) et de la santé (8,7 Md USD). Une partie des investissements soutiendra la transformation numérique ainsi que l'essor des technologies stratégiques comme l'intelligence artificielle ou la séparation des terres rares. Un plan national d'action pour l'intelligence artificielle (IA), qui s'inscrit dans la continuité de la feuille de route IA 2021–2025, sera lancé d'ici fin 2025.

En matière de transition écologique, le gouvernement prévoit notamment le développement de plusieurs centrales de valorisation énergétique, le déploiement d'un pôle de production d'hydrogène vert autour du lac Kenyir (côte est de la péninsule) et la mise en œuvre d'une interconnexion électrique entre l'Etat Fédéré de Sarawak et la Malaisie péninsulaire. Anwar Ibrahim a par ailleurs annoncé le lancement d'un programme nucléaire civil qui sera confié à l'agence publique MyPower afin de proposer une alternative à l'arrêt des centrales à charbon prévu au plus tard en 2044. Il est

souhaité que les premiers électrons d'origine nucléaire soient produits à partir de 2031.

Le secteur du tourisme est également mis en avant, avec une contribution au PIB de 16 % attendue en 2030 (10,1 % en 2024) et la mise en place de mesures fiscales pour stimuler l'investissement touristique dans quatre Etats fédérés (Johor, Melaka, Negeri Sembilan et Sarawak).

Le 13MP comprend en outre des réformes structurelles de la gouvernance dans le secteur public, notamment via la loi sur l'efficacité des services publics votée en mars 2025, la numérisation accrue des services gouvernementaux (95 % des services fédéraux seront en ligne d'ici 2030) et le déploiement d'un identifiant numérique unique (MyDigital ID).

Prévisions de croissance abaissées à 4,0–4,8 % pour 2025 selon la Banque centrale

La Banque centrale de Malaisie (BNM) a revu à la baisse sa prévision de croissance pour 2025, désormais estimée entre 4,0 % et 4,8 %, contre 4,5 % à 5,5 % en mars sur fond de ralentissement après une croissance de 5,1 % en 2024. Cette révision intègre les incertitudes pesant sur l'économie mondiale : tensions géopolitiques, politiques commerciales mouvantes et possible imposition, dès le 1^{er} août, de nouveaux droits de douanes américains.

Sur le plan intérieur, la dynamique économique reste portée par la demande domestique, la résilience du marché du travail, les investissements d'envergure (centres de données) et le tourisme. L'inflation est attendue entre 1,5 % et 2,3 % en 2025 (contre 2,0 % à 3,5 % en mars), du fait de la modération des prix des matières premières. La BNM anticipe par ailleurs un impact à la baisse limité des mesures de soutien au pouvoir d'achat annoncées le 23 juillet sur les prix à la consommation (cf. Brèves économiques Asie du Sud-Est).

Le FMI vient quant à lui de revoir sa prévision à la hausse, de 4,1 % en avril à 4,5 % le 30 juillet alors que la Banque mondiale table sur 3,9 %.

Croissance de 12 % des investissements en 2024

Selon le Département des statistiques malaisien (DOSM), les investissements ont progressé de 12 % en 2024 (contre +5,4 % en 2023), pour atteindre 77,1 Md USD, soit 21,3 % du PIB (contre 20 % en 2023). La hausse est portée par la forte reprise des services (+13,8 % après +6 % en 2023), du secteur manufacturier (+11,8 % contre +5,4 %), de la construction (+4,6 % après +2,6 %) et de l'agriculture (+3,1 % contre +0,8 %). À l'inverse, les investissements dans les industries extractives reculent légèrement à +2,4 % (après +2,7 % en 2023). Le secteur privé demeure le principal contributeur avec 77,4 % des investissements totaux (77,2 % en 2023).

Singapour

Le Premier ministre Lawrence Wong juge que le tarif américain de 10 % est un niveau avec lequel Singapour « pouvait vivre »

Singapour est soumis à un tarif américain de base de 10 %, le plus bas appliqué par l'administration Trump. Le Premier ministre Lawrence Wong a indiqué que, si ce niveau n'était « pas idéal », c'était un tarif avec lequel Singapour « pouvait vivre » dans un environnement commercial mondial en mutation. Il a cité les efforts de Singapour pour une intégration plus poussée de l'ASEAN et pour rapprocher le Comprehensive and Progressive Agreement for Trans-Pacific Partnership (CPTPP) et l'Union européenne, une initiative qui, selon lui, « gagne du terrain ». Des inquiétudes persistent toutefois quant à une extension des droits de douane aux secteurs stratégiques des semi-conducteurs et de la pharmacie.

Maintien de la politique monétaire face à l'incertitude liée aux tarifs américains

La Monetary Authority of Singapore (MAS) a maintenu l'orientation de sa politique monétaire lors de sa révision de juillet, après deux assouplissements successifs en janvier et avril liés à la montée des incertitudes commerciales. Fondée sur la gestion du taux de change effectif nominal du SGD, la politique monétaire singapourienne reste axée sur la stabilité des prix, dans un contexte de croissance mondiale plus résiliente que prévu. L'inflation sous-jacente (qui exclut à Singapour le logement et le transport privé) a ralenti à +0,6 % en glissement annuel au T2, mais devrait, selon la MAS, légèrement augmenter d'ici la fin de l'année. L'institution prévoit ainsi une inflation sous-jacente et une inflation globale dans une fourchette de 0,5 % à 1,5 % pour l'ensemble de 2025.

Vietnam

EVFTA : Un levier de transformation économique pour le Vietnam cinq ans après son entrée en vigueur

Selon les douanes vietnamiennes, 5 ans après l'entrée en vigueur de l'EVFTA, les échanges commerciaux entre le Vietnam et l'UE (hors Royaume-Uni) ont augmenté de 38 % entre 2020 et 2024, atteignant plus de 68 Md USD. Les exportations vietnamiennes vers l'UE ont augmenté de 47 % sur la période alors que les importations vietnamiennes en provenance de l'UE n'ont augmenté que de 14 %. L'excédent commercial du Vietnam à l'égard de l'UE a sensiblement augmenté passant de 20 Md USD à 35 Md USD sur période. Cet accord a stimulé les exportations agricoles et aquacoles vietnamiennes (café : +120 %, fruits et légumes : +65,6 % entre 2020 et 2024) grâce à la suppression progressive des droits de douane

(jusqu'à 99,2 % d'ici 2027). Malgré ces succès, certains secteurs (textile, bois, pharma) peinent à exploiter l'accord, en raison des problèmes structurels tels que des technologies de production obsolètes, un manque d'investissement dans le design ainsi que des exigences techniques strictes de l'UE. Selon la conseillère commerciale du Vietnam en Allemagne, l'EVFTA est un levier stratégique pour moderniser l'économie, renforcer la résilience face aux tensions commerciales mondiales, et intégrer le Vietnam aux chaînes de valeur internationales.

Revue à la hausse les perspectives de croissance par AMRO

Dans son rapport ASEAN+3 Regional Economic Outlook (AREO) publié le 23 juillet, l'office de recherche macroéconomique de l'ASEAN +3 (AMRO) a relevé la prévision de croissance du Vietnam à 7 % pour 2025 (contre 6,5 % en avril), faisant du pays l'économie la plus dynamique de l'ASEAN+3. Cette révision s'appuie sur une performance robuste du PIB au premier semestre 2025, avec une croissance de 7,5 % portée par une consommation intérieure dynamique, des exportations robustes et une nette reprise du secteur manufacturier et des services. Le chef économiste d'AMRO, Dong He a salué les réformes en cours du pays visant à améliorer l'environnement d'investissement et l'efficacité des infrastructures, estimant qu'elles renforcent la résilience économique du pays. Pour l'avenir, il recommande au Vietnam de s'intégrer plus profondément aux économies régionales afin de mieux capter les flux d'investissements directs étrangers.

Semi-conducteurs : L'intégration du Vietnam dans la chaîne de valeur mondiale s'accélère

Le 28 juillet, l'américain Coherent a inauguré une usine de semi-conducteurs dans le parc industriel de Nhon Trach 1, dans la province de Dong Nai (Sud), en présence du vice-Premier ministre Nguyễn Chi Dung. Représentant un investissement de 127 M USD, cette installation constitue la première phase d'un plan d'investissement d'un milliard de dollars dans le pays. L'usine produira des équipements de haute précision, notamment en carbure de silicium et dans l'optique avancée. Coherent, actif au Vietnam depuis 2005, cherche à sécuriser sa chaîne d'approvisionnement et à renforcer sa présence sur les marchés asiatiques. Le même jour, à Danang, le Comité populaire a lancé, en présence du ministre des Sciences et des Technologies Nguyen Manh Hung, un projet de laboratoire dédié à l'encapsulation avancée de microprocesseurs, porté par VSAP LAB JSC et doté d'un capital de 69 M USD. Soutenu par des politiques publiques ambitieuses, des investissements étrangers croissants et des partenariats internationaux, le secteur vietnamien des semi-conducteurs est en plein essor. Selon PwC, il devrait enregistrer une croissance annuelle de 9 % pour atteindre 31,39 Md USD d'ici 2029.

Thaïlande

Accord douanier : les États-Unis fixent les droits sur les produits thaïlandais à 19 %

Les décrets signés le 31 juillet au soir par Donald Trump pour de nombreux partenaires commerciaux fixent les droits de douane à 19 % sur les exportations thaïlandaises à compter du 7 août 2025. Cette décision, alors que la Thaïlande était menacée de droits à 36 %, la place finalement à un niveau de taxation comparable à ses principaux concurrents régionaux, ce qui était le principal objectif du gouvernement thaïlandais. Le porte-parole du gouvernement, Jirayu Huangsub, a salué ce résultat comme une victoire pour l'équipe de négociation « Team Thailand », qui renforcerait la compétitivité et la stabilité économique à long terme du pays. Mercredi, le secrétaire d'Etat au commerce américain avait annoncé avoir trouvé un accord avec la Thaïlande, sans préciser ses termes, tandis que le ministre des Finances thaïlandais s'était montré plus prudent, se disant optimiste mais indiquant que des détails devaient encore être finalisés. Au-delà du niveau des droits de douane, les détails de l'accord n'ont pas encore été présentés à ce stade.

Le ministère des Finances relève légèrement sa prévision de croissance 2025 à 2,2 %

L'Office de la politique budgétaire (FPO) du ministère thaïlandais des Finances a relevé sa prévision de croissance du PIB 2025 à 2,2 %, contre 2,1 % en avril. Cette révision repose sur l'hypothèse que les droits de douane américains resteront modérés, dans la lignée de ceux accordés à d'autres pays de la région. La croissance serait portée par trois facteurs clés : une hausse des exportations estimée à 5,5 %, une reprise de la production manufacturière (+1,2 %) et une consommation intérieure toujours dynamique (+3,1 %). En parallèle, l'agence prévoit une baisse des arrivées de touristes à 34,5 millions (contre 36,5 millions initialement). Dans la mise à jour de juillet des Perspectives économiques mondiales du FMI, la prévision de croissance 2025 pour la Thaïlande a également été relevée de +0,2 point, à 2,0 %. Certains analystes, comme Kasikorn Research, restent plus prudents et maintiennent une prévision de croissance à 1,4 %, invoquant la menace de tarifs élevés et une reprise touristique incertaine. Le FPO table aussi sur un pétrole à 68 \$/baril et une hausse des dépenses publiques à 4,3 billions de bahts.

Assouplissement des exigences de production pour les véhicules électriques

La Thaïlande a révisé sa politique d'incitations aux véhicules électriques (VE) pour offrir plus de flexibilité aux constructeurs, face à une demande intérieure faible. Les importateurs, principalement chinois (70 % du marché domestique), étaient jusque-là engagés au titre du « EV Package 3.5 » de novembre 2023 à produire 2 véhicules localement pour le marché domestique pour chaque véhicule importé, dès 2026, puis 3 en 2027. Désormais, les VE fabriqués localement mais vendus à l'export compteront aussi dans les quotas

de production imposés aux importateurs. Cette mesure vise à renforcer le rôle de la Thaïlande comme pôle régional de production de VE. Depuis 2022, la politique thaïlandaise prévoit des exemptions de droits de douane, des allègements fiscaux et des subventions, ayant permis d'attirer plus de 4 milliards de dollars d'investissements, notamment de BYD et Great Wall Motors. L'Autorité d'investissement (BoI) prévoit 12 500 exportations de VEs en 2024 et 52 000 d'ici 2026. Le premier envoi de VEs thaïlandais à l'export date d'avril 2024.

Philippines

L'inflation à 1,4 % en juin, une hausse marginale portée par les prix de l'énergie

L'inflation s'est établie à 1,4 % en juin 2025, en légère hausse par rapport aux 1,3 % enregistrés en mai, et largement inférieure aux 3,7 % de juin 2024. Cette remontée mensuelle modérée s'explique principalement par l'accélération des prix du poste logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles (+3,2 % en g.a., contre +2,3 % en mai), et représente près de la moitié de l'inflation de juin (0,7 ppt). La hausse la plus marquée concerne l'électricité dont les prix ont bondi de +7,4 % (contre 2,8 % en mai), atteignant un pic en deux ans. À l'inverse, les prix alimentaires ont fortement ralenti (+0,1 % en juin, contre 0,7 % en mai et 6,5 % un an plus tôt) enregistrant sa plus faible progression depuis novembre 2019 (+0,3 %). Cette décélération s'explique en grande partie par la chute continue des prix du riz (-14,3 % en g.a.), qui signent leur sixième mois consécutif de baisse, et la plus forte depuis 1995. L'inflation sous-jacente est, quant à elle, restée stable à 2,2 % pour le quatrième mois consécutif, traduisant une stabilité généralisée des prix hors composantes volatiles. Ainsi, sur l'ensemble du premier semestre 2025, l'inflation moyenne s'établit à 1,8 %, en dessous de la cible de 2-4 % fixée par la Banque Centrale (BSP). Ce contexte favorable offre à la BSP la latitude nécessaire pour envisager deux nouvelles baisses potentielles de taux directeur (actuellement 5,25 %) d'ici la fin de l'année, selon son gouverneur Eli M. Remolona.

La dette publique philippine atteint un record au premier semestre 2025

Selon le Bureau du Trésor (BTr), l'encours de la dette du gouvernement atteint 17 270 Mds PHP soit 295,2 Mds USD à fin juin 2025 (+11,5 % sur un an et +2,1 % sur un mois). La dette reste jugée soutenable, avec un ratio dette/PIB estimé à 62 % au T1 2025, en légère augmentation par rapport à 2024 (60,7 %) et au-dessus de la cible gouvernementale (60,4 % d'ici fin 2025). La dette demeure majoritairement domestique à 69,2 %, soit 204,2 Mds USD (+13 % en g.a.). La dette extérieure atteint 91,0 Mds USD (+8,3 % en g.a.), répartie entre 46,3 Mds USD de titres internationaux et 44,4 Mds USD de prêts. Les obligations garanties par l'État restent globalement stables à 5,9 Mds USD (+0,4 %). A noter que le BTr anticipe un encours atteignant 296,5 Mds USD (17 350 Mds PHP) d'ici la fin 2025.

Cambodge

La rechute

La fermeture de la frontière terrestre entre la Thaïlande et le Cambodge depuis le 23 juin, liée à un différend frontalier (très) ancien, a fortement affecté le tourisme. En juin 2025, les arrivées de touristes au Cambodge ont chuté de 21,3 % par rapport à juin 2024. Les arrivées internationales par voie terrestre ont diminué de 43,5 % pour atteindre environ 202 000 entrées. En juin 2024, plus de 184 000 touristes arrivaient de Thaïlande, contre 111 000 en provenance du Vietnam. Un an plus tard, les visiteurs vietnamiens ont dépassé les thaïlandais, qui n'étaient plus que 71 800, soit une baisse de 61 %. Si une partie importante des touristes thaïlandais se rendaient dans les casinos frontaliers, d'autres visitaient Angkor Wat. Les effets de la fermeture des frontières sont déjà visibles. Le site a enregistré une baisse de 19 % de sa fréquentation internationale en juin 2025, avec des recettes d'environ 1,7 M USD (-18,8 %).

Une impatriation lourde de conséquences

Plus de 500 000 Cambodgiens travaillaient avec la Thaïlande ; c'était avant le conflit frontalier. Depuis fin juin, on estime que plus 400 000 travailleurs seraient de retour au Cambodge. Le gouvernement cambodgien annonce vouloir créer une zone économique spéciale dans la province côtière de Sihanoukville. Elle serait développée par Golden Port SEZ Development (société à capitaux chinois), qui avait reçu le feu vert des autorités en novembre 2024. Pour un montant d'environ 50 M USD ; elle pourrait créer jusqu'à 7 000 emplois. Pour mémoire, 373 projets d'investissement au cours de l'année écoulée étaient localisés dans une ZES. Ces zones offrent des atouts sérieux pour les investisseurs étrangers, avec des facilités administratives, douanières et des avantages fiscaux. Pour autant, elles ne sont pas un remède magique. Créer 400 000 emplois, dans un contexte économique globale tendu, n'est pas évident. Et ce ne sont pas les 36 % de droits douane décidés par Trump qui vont l'améliorer. Même en prenant en considération le rôle d'amortisseur socio-économique du secteur agricole, le taux de chômage va inévitablement se dégrader.

Laos

Bonne dynamique du tourisme

Sur les six premiers mois de l'année, le Laos a accueilli 2,3 millions de touristes internationaux, contre 2,1 millions sur la même période de 2024. Cette hausse de 12 % conduit les autorités à souhaiter dépasser les 4,5 millions pour l'année pleine. L'ASEAN arrive en tête comme origine des touristes, avec plus 700 000 visiteurs (dans l'ordre : Thaïlande, Vietnam, Cambodge, Malaisie et Birmanie). Vient ensuite la Chine avec 600 000 visiteurs, suivie de la Corée du Sud, du Japon, de l'Australie et de l'Inde. Les pays de l'UE arrivent bien après, avec à peine 17 000 visiteurs, devancés par les Etats-Unis avec 42 000 touristes. Le gouvernement laotien vise donc des revenus dépassant le milliard de dollars tout en admettant qu'il existe des freins au développement du tourisme dans le pays (formation et disponibilité de la main d'œuvre ; amélioration des infrastructures, y compris hôtelières : politique d'accueil et notamment exemptions de visa de plus de 30 pays...). Pour mémoire, les recettes issues de l'accueil des touristes internationaux s'élevaient à 937 M USD en 2019. Un niveau toujours supérieur, compte tenu de l'inflation au cours des cinq dernières années, à celui attendu en 2025.

Poursuite de l'amélioration

En juillet, l'inflation a continué son repli, à 5,3 % en juillet, contre 8,3 % en mai et encore 7,2 % en juin. Depuis le début de l'année, l'indice des prix à la consommation s'établit toutefois toujours à un peu plus de 11 %. La cible des autorités d'une inflation ramenée à un seul chiffre en 2025 ne semble plus inatteignable. On note, depuis l'automne 2024, une amélioration progressive de la parité du kip par rapport aux principales devises utilisées dans ses échanges. Cela réduit nettement les pressions sur les prix pour un pays dépendant beaucoup de ses importations. L'endettement du pays reste préoccupant, à environ 120 % du PIB cette année. Pour autant, le gouvernement laotien cherche à réduire le déficit budgétaire. Mais, le contexte politique et économique international pourrait encore peser sur les chiffres.

Banque du développement agricole ?

La BAD vient d'accorder des financements d'un montant de 63 M USD pour soutenir le développement de la transformation des produits agroalimentaires. Ce faisant, la Banque répond aux priorités du gouvernement laotien. Le projet « Sustainable Agrifood Systems Sector » bénéficie de fonds apportés par la Banque, l'ASEAN et même l'Union européenne (via le Mécanisme de financement vert UE-ASEAN, ou UE-AGCF). Le projet vise à développer la résilience face au changement climatique, dont l'impact est très fort au Laos. Il vise également à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition, les revenus des ménages et à renforcer la valeur ajoutée des exportations agricoles. Ce sont des enjeux centraux du développement socio-économique du pays. En particulier, les exportations agricoles se développent bien, représentant 12 % des exportations totales en 2024 (en hausse de 28,6 %). Les productions de bambou, café, durian, manioc et thé bénéficieront, entre autres, d'appuis du projet.

Birmanie

Les États-Unis lèvent certaines sanctions contre des entreprises liées à l'armée birmane

Le 24 juillet, le département du Trésor américain a retiré plusieurs hommes d'affaires et entreprises de Birmanie de sa liste noire (SDN), allégeant les sanctions ciblant des entités liées à la junte militaire. Parmi les délistés figurent KT Services & Logistics, MCM Group, Suntac Technologies et la femme d'affaires Tin Latt Min, tous précédemment sanctionnés pour leurs liens directs ou indirects avec les forces armées ou des activités de soutien logistique et industriel à l'armée. Le Trésor américain n'a pas précisé les raisons de cette décision, la présentant comme une procédure administrative de routine, indépendante des récentes évolutions politiques. Cette annonce intervient peu après une lettre du général Min Aung Hlaing à Donald Trump, proposant des droits de douane américains sur les exportations birmanes entre 10 et 20%, et des droits quasi-nuls sur les importations en provenance des États-Unis. Ce courrier répondait à la lettre envoyée par Donald Trump au chef de la junte, comme à plusieurs chefs d'État de la région, quelques jours plus tôt pour annoncer le niveau des droits de douane applicables à la Birmanie à compter du 1er août. Cette lettre constituait de fait le premier contact officiel d'un dirigeant occidental avec le chef de la junte militaire au pouvoir. L'administration Trump a cependant nié tout lien entre la levée des sanctions et les négociations commerciales. Human Rights Watch et l'expert de l'ONU sur la Birmanie Tom Andrews ont dénoncé une mesure qui encouragerait la junte à poursuivre ses violations des droits de l'homme.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Phnom Penh et des Antennes à Vientiane et Rangoun.

Rédaction : SER de Singapour (Matthys LAMBERT, Emma ROUSSEAU, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : matthys.lambert@dgtresor.gouv.fr ; emma.rousseau@dgtresor.gouv.fr ; martin.suteau@dgtresor.gouv.fr